

**Sujet bac 2011 : Sciences Economiques et Sociales
Obligatoire Série ES - Liban**

Dissertation appuyée sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée explicitement ou implicitement dans le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger en utilisant un vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

**Comment les pouvoirs publics peuvent-ils contribuer aujourd'hui
au maintien de la cohésion sociale ?**

DOCUMENT 1

En même temps qu'il leur est demandé de devenir citoyens européens, les jeunes ont de la peine à se définir comme citoyens de leur nation. Et, si les traditions culturelles, les appartenances territoriales, les langues locales doivent être valorisées, ne faut-il pas néanmoins prévenir les tentations séparatistes et les mouvements autonomistes ? Au total, pour vivre dans une Europe unie, interculturelle et pluri-religieuse, il faut éduquer à la relation et passer de la culture de la tolérance à une culture de la convivialité. Comment y réussir ? Ces problèmes se posent d'autant plus à l'Ecole et dans l'Ecole qu'elle accueille pour une durée de plus en plus longue une proportion croissante de la population adolescente, voire sa totalité. De ce fait, l'éducation du citoyen s'impose d'abord pour la vie quotidienne à l'intérieur de l'établissement, car celui-ci acquiert une responsabilité accrue, due à son rôle également croissant dans l'éducation, qu'entraîne l'incapacité d'un nombre sans cesse plus considérable de familles qui ont, à tort ou à raison, le sentiment de ne plus parvenir à gérer l'éducation de leurs enfants.

Source : Yves Lenoir, Constantin Xypas, Christian Jamet, *Ecole et citoyenneté, un défi multiculturel*,
Armand Colin, 2006

DOCUMENT 2

Principales caractéristiques des bénéficiaires de minima sociaux en France (1)

en %	RMI (revenu minimum d'insertion)	API (allocation parent isolé)	ASS (allocation spécifique de solidarité)	AAH (allocation adulte handicapé)
Niveau de diplôme				
Aucun diplôme	50,3	43,1	46,8	71,4
BEPC	6,3	14,3	6,8	6,1
CAP - BEP	23,1	29,4	33,4	15,4
Baccalauréat	10,6	8,8	7,8	3,4
Supérieur	9,7	4,4	5,2	3,7
<i>Ensemble</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>
Parcours professionnel				
Travail régulier puis chômage	19,1	11,6	54	14,6
Travail régulier puis inactivité	8,7	22,7	7,7	23,8
Travail régulier puis alternance entre emploi et chômage	17,7	10,2	21	8,2
Uniquement alternance entre emploi et chômage	29,9	23,7	15,8	12,6
N'a jamais travaillé	24,6	31,7	1,4	40,8
<i>Ensemble</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

(1) Minima sociaux : ensemble des allocations minimum garanties à certaines personnes qui ne disposent pas de ressources suffisantes pour vivre décemment.

Source : Drees, enquête auprès des bénéficiaires de minima sociaux (minima sociaux perçus en 2001),
Etudes et résultats, n°320, juin 2004

DOCUMENT 3

Le système français est d'origine bismarckienne, il n'est donc pas conçu pour intégrer les exclus, mais pour assurer les « inclus », c'est-à-dire ceux qui ont un emploi, contre les risques sociaux. Or, la pauvreté n'en fait pas partie, elle a longtemps été considérée comme relevant de l'ordre caritatif et non étatique. Cependant, il n'a cessé de s'élargir, d'abord en direction des plus âgés n'ayant pas assez cotisé pour avoir droit à une couverture vieillesse complète, puis pour pallier les méfaits du chômage de masse, de la précarité et de la pauvreté des jeunes et des familles. [...]

Entre 1970 et 2004, le taux de pauvreté a baissé de 17,9 à 11,7% si l'on fixe le seuil à 60% du revenu médian et de 12 à 6,3% selon le seuil à 50%. C'est donc un succès indiscutable de cette politique d'aide ciblée aux plus pauvres. Mais beaucoup en dénoncent les effets pervers.

Source : Jean-Pierre Delas, *Economie contemporaine*, Ellipses, 2008

DOCUMENT 4

Les allégements de cotisations sociales sur les bas salaires (7 milliards d'euros en 1997) ont eu pour vertu de réduire la sélectivité du marché du travail et de créer des emplois disponibles pour les moins qualifiés, qui sont les plus touchés par le chômage. [...]

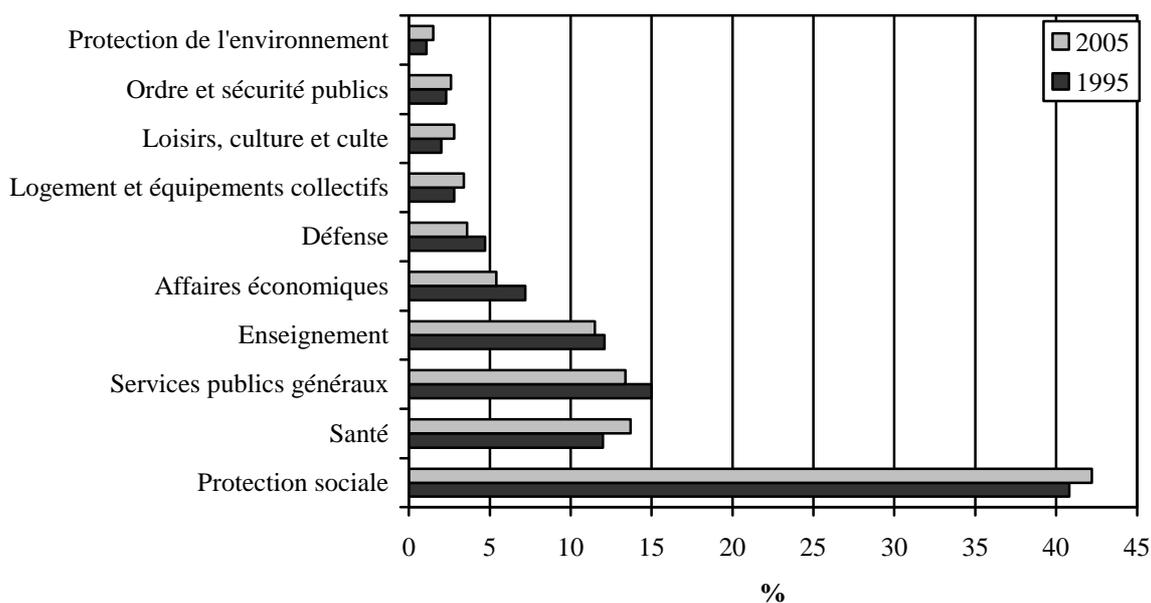
La dernière innovation en date en matière de lutte contre la pauvreté procède d'une tout autre logique. Elle part du constat qu'il existe des situations où la reprise d'une activité se traduit, pour certains bénéficiaires des minima sociaux, par une perte de revenus. Ce qui est à la fois injuste et désincitatif. Le RSA (1) garantit donc à ses bénéficiaires un revenu minimum équivalent à l'ancien RMI (qu'il remplacera en juin 2009) et, à partir du moment où la personne travaille, la possibilité de cumuler sans limite de temps une fraction des aides. Le principe retenu est que, jusqu'à un certain seuil, pour 100 euros gagnés par le travail, les aides ne diminuent pas de plus de 38 euros.

(1) RSA = Revenu de Solidarité Active.

Source : Xavier Molénat, « La réponse politique », *Sciences Humaines*, n°202, mars 2009

DOCUMENT 5

Répartition des dépenses des administrations publiques par fonction en 1995 et 2005 (en % du total des dépenses)



Notes :

- La protection sociale couvre les risques retraite, chômage, famille, exclusion, handicap, dépendance. Ces dépenses sont composées en très grande majorité (85,8 %) de prestations, versées par les administrations de sécurité sociale (78,3 %), mais aussi par l'État (retraites des fonctionnaires) et les collectivités locales (départements chargés de l'aide sociale).
- Les dépenses de santé sont réalisées pour moitié sous forme de prestations (remboursements de sécurité sociale), l'autre moitié étant constituée des dépenses des hôpitaux publics
- Les dépenses en « services publics généraux » assurent le fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, le calcul et la collecte de l'impôt

Source : INSEE, comptes nationaux, *INSEE Première*, n°1102, septembre 2006

DOCUMENT 6

L'Etat reste l'interlocuteur privilégié, voire l'ultime recours, face aux crises que la mondialisation génère, mais aussi face aux incertitudes qu'elle fait peser sur l'avenir économique et social du pays. [...]

La protection de l'emploi constitue un champ d'intervention indispensable pour les personnes concernées mais aussi pour l'Etat qui a tout intérêt à ce que l'entreprise assume les conséquences de ses décisions de restructurations ou de ses manquements. [...] Il s'agit de prévenir de l'exclusion du marché du travail en retrouvant un emploi aux intéressés. [...]

Parce que l'Etat est porteur de l'intérêt général, il doit avoir un temps d'avance et alerter les entreprises sur des thématiques essentielles pour leur développement : le dossier du vieillissement de la population constitue un des exemples [...]. L'Etat doit aussi porter dans les entreprises des préoccupations liées à la cohésion sociale : égalité des chances, discriminations... [...]

De même, il est de sa responsabilité de les aider à développer les compétences pour qu'elles soient un lieu de constante progression professionnelle pour les salariés. Pour les inciter à passer à l'action, l'Etat dispose d'outils d'accompagnement et de formation pour l'accès à l'emploi et la prévention de l'exclusion.

Source : Annaïck Laurent, « Les régulations sociales et la place de l'Etat dans un contexte de mondialisation », in Philippe Auvergnon (dir.), *Les régulations sociales en devenir*, La Chronique Sociale, 2008

Question de synthèse étayée par un travail préparatoire

Il est demandé au candidat :

1. de conduire le travail préparatoire qui fournit des éléments devant être utilisés dans la synthèse.

2. de répondre à la question de synthèse :

- par une argumentation assortie d'une réflexion critique, répondant à la problématique donnée dans l'intitulé,*
- en faisant appel à ses connaissances personnelles,*
- en composant une introduction, un développement, une conclusion pour une longueur de l'ordre de trois pages.*

Ces deux parties sont d'égale importance pour la notation.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

THÈME DU PROGRAMME :

Croissance, capital et progrès technique

Travail préparatoire (10 points)

Vous répondrez à chacune des questions en une dizaine de lignes maximum.

- 1.** Donner la signification de la donnée en gras soulignée. (**document 1**) (1 point)
- 2.** À l'aide de données chiffrées, comparer les sources de la croissance du Canada et des Etats-Unis de 2001 à 2006. (**document 1**) (2 points)
- 3.** Quels sont les éléments qui, selon l'auteur, ont permis le démarrage de la croissance des économies développées ? (**document 2**) (2 points)
- 4.** Expliquer la phrase soulignée dans le **document 3**. (2 points)
- 5.** Comment l'augmentation du taux d'emploi peut-elle être source de croissance économique ? (**document 4**) (1 point)
- 6.** Expliciter la relation entre croissance de la productivité du travail et croissance du PIB. (**document 4**) (2 points)

Question de synthèse (10 points)

Après avoir expliqué l'impact de l'accumulation du capital productif sur la croissance économique, vous montrerez que celle-ci peut avoir d'autres sources.

DOCUMENT 1

Les contributions à la croissance du PIB pour quelques pays de l'OCDE

Taux de variation annuels moyens en %		Contribution du facteur travail	Contribution des technologies de l'information et de la communication (TIC)	Contribution du facteur capital hors TIC	Contribution de la productivité globale des facteurs	Croissance du PIB (*)
France	1995-2000	0,13	0,31	0,38	1,33	2,15
	2001-2006	0,08	0,26	0,31	0,97	1,63
Etats-Unis	1995-2000	1,03	0,49	0,36	1,09	2,94
	2001-2006	0,45	0,34	0,24	1,65	2,67
Canada	1995-2000	1,16	0,41	0,67	0,51	2,72
	2001-2006	1,29	0,33	0,60	0,47	2,68

(*) Les résultats étant arrondis, il se peut que la variation du PIB diffère légèrement de la somme des différentes composantes.

Source : OCDE, Base de données de la productivité, février 2008 www.oecd.org/statistics/productivity/

DOCUMENT 2

Le démarrage est la période pendant laquelle la société finit par renverser les obstacles et les barrages qui s'opposaient à sa croissance régulière. Les facteurs de progrès économique, qui jusqu'ici n'ont agi que sporadiquement et avec une efficacité restreinte, élargissent leur action et en viennent à dominer la société. La croissance devient la fonction normale de l'économie. [...]

En Grande-Bretagne [...] la cause [...] du démarrage a été essentiellement (mais non exclusivement) d'ordre technologique. Dans le cas le plus général, l'économie n'a démarré que lorsqu'un capital [...] s'est constitué et que le progrès technique s'est introduit dans l'industrie et l'agriculture. Encore fallait-il qu'il arrive au pouvoir politique un groupe d'hommes disposés à considérer la modernisation de l'économie comme une affaire politique sérieuse de la plus haute importance.

Pendant la période de démarrage, le taux de l'investissement [...] peut passer de 5% du revenu national à 10% ou plus, par exemple [...].

De nouvelles techniques se répandent dans l'agriculture aussi bien que dans l'industrie, à mesure [...] que les exploitants sont plus nombreux à accepter les nouvelles méthodes et les modifications profondes qu'elles apportent à leur mode de vie.

Source : Walt Whitman Rostow (1960), *Les étapes de la croissance économique*, Seuil, Paris, 1963, p. 18-20

DOCUMENT 3

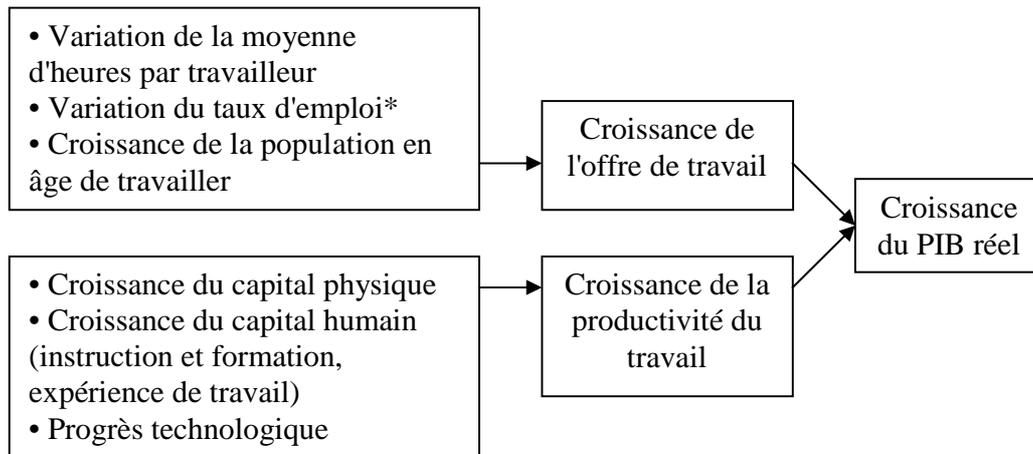
Le changement technique résulte d'investissements réalisés par des agents économiques motivés par le gain, et par l'Etat visant au bien-être collectif. Les technologies s'accumulent, tout comme les autres formes de capital. Ces investissements sont les dépenses en recherche, en activités innovantes, en formation, et aussi en capital physique dans la mesure où celui-ci est source de savoir supplémentaire (la construction d'une usine nouvelle engendre un savoir-faire nouveau). La quantité d'investissement de ce type réalisée commande le rythme du progrès technique.

Qu'est-ce qui différencie la technologie des autres facteurs, notamment le capital physique [...] ? Une même connaissance peut être utilisée par un nombre quelconque d'agents simultanément, contrairement à un élément de capital physique (une machine). [...] De plus, chaque nouvelle connaissance ouvre la voie à des découvertes ultérieures [...]. Un processus persistant, autoentretenu d'accumulation de la connaissance est donc possible, qui entraîne à son tour l'accumulation des autres facteurs, et donc la croissance.

Source : Dominique Guellec, *Croissance, emploi et développement*, Repères, La Découverte, Paris, 2007, p.11

DOCUMENT 4

Travail et croissance économique



* Taux d'emploi : Proportion des personnes en âge de travailler qui occupent un emploi.

Source : Michael Parkin, Robin Bade, Benoît Carmichael, *Introduction à la macroéconomie moderne*, 4^{ème} édition, Erpi, Québec, 2010, p.181